

## Égypte : la deuxième révolution

Les jeunes Égyptiens qui ont revendiqué leur liberté, leur dignité et une meilleure vie, doivent désormais être les gardiens de la transition et refuser la pusillanimité.

Bichara Khader, Senén Florensa

Un vent de liberté souffle dans le monde arabe. Zine El Abidine Ben Ali, président destitué de Tunisie, s'est enfui, tandis qu'en Égypte, Hosni Moubarak s'est retiré. D'autres régimes, secoués, commencent à chanceler. Le despote libyen est exécré par son peuple et le monde entier. Toute la région arabe est en effervescence. Après la première décolonisation, qui mit fin à la présence européenne dans le monde arabe, commence aujourd'hui la seconde : celle qui consiste à se débarrasser des régimes postcoloniaux – républiques autoritaires ou même dynastiques – qui ont clôturé l'espace politique et accaparé – bien souvent dilapidé – les richesses de leurs pays respectifs.

Ce qui s'est produit en Tunisie et en Égypte devant nos yeux est absolument inédit : il s'agit d'une véritable révolution populaire, dirigée par des jeunes sans aucune affiliation à un parti politique, sans leader, criant des slogans « modernes » qui réclamaient simplement leur dignité, leur liberté et une vie meilleure. Avec un courage extraordinaire, ces jeunes ont défié le système policier et franchi la barrière de la peur, pour renverser des régimes qui, pendant des décennies, ont imposé un climat de terreur, même s'ils étaient considérés comme une garantie de stabilité.

Or, il ne faut pas confondre les événements du monde arabe avec une « révolte de la faim ». L'un des slogans scandés sur la place Al Tahrir du Caire était : *twarat al ahrar wa laysa thawrat al-juaa*, c'est-à-dire « révolution de la liberté, et non pas révolution de la faim ». Ce slogan révèle parfaitement la profonde humiliation que ressentaient les Égyptiens face à un régime qui, à l'échelon interne, avait confisqué la parole au peuple et l'espoir des jeunes, et dans le domaine international, reléguait l'Égypte – malgré son importance démographique, son poids historique, sa position géographique centrale et son potentiel de leadership – à un rôle insignifiant.

Les médias ont beaucoup insisté sur l'aspect interne de l'humiliation : répression, corruption et régime autoritaire. En revanche, la facette externe de l'humiliation n'a pas réellement attiré leur attention, alors qu'elle est tout aussi importante. Il suffit d'écouter les intellectuels égyptiens

énumérer leurs revendications pour comprendre l'état de dégradation d'un pays qui fut pendant toute l'étape Nasser, malgré des erreurs, le cœur battant de l'arabisme, le gouvernail et la source d'inspiration du monde arabe.

Ainsi, la révolution égyptienne n'exige pas seulement la liberté et une meilleure vie, c'est avant tout une révolution pour la « dignité » (*al-karama*). Et c'est précisément ce qui explique la détermination des manifestants qui ont payé un prix exorbitant (plus de 300 morts) pour faire entendre leurs revendications. Cette fois-ci ce sont les Américains, après avoir hésité un instant, qui ont les premiers dressé le procès-verbal de la mort du régime de Moubarak et exigé une « transition honorable », mais « immédiate ». Les Israéliens n'ont pas non plus soutenu le régime renversé, bien qu'ils aient commencé à agiter le fantôme d'une prise du pouvoir par les Frères musulmans. Les Européens se sont, quant à eux, enfouis dans un discours confus avec lequel ils tentaient de faire la part des choses, sans prendre ouvertement de position. Or, le peuple égyptien attendait de l'UE un franc soutien à sa révolte et une claire promesse de soutenir la transition et de l'aider à vaincre les difficultés implicites de la transition vers un autre régime. Un soutien qui ne s'est précisé qu'après le départ de Moubarak.

Il est vrai que l'UE n'est pas le principal fournisseur d'aide à l'Égypte, mais il s'agit d'un important partenaire commercial, avec lequel les échanges s'élèvent à près de 22 milliards d'euros par an. D'autre part, l'Égypte est partie prenante de toutes les initiatives méditerranéennes de l'UE, depuis la politique globale méditerranéenne des années soixante-dix et quatre-vingts jusqu'au Processus de Barcelone (1995), la politique de voisinage (2004) et l'Union pour la Méditerranée (2008), dont Moubarak était coprésident aux côtés de Nicolas Sarkozy. L'Égypte est également membre du dialogue OTAN-Méditerranée depuis sa création en 1994, et Alexandrie est le siège, depuis 2004, de la Fondation euroméditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures.

L'Égypte est ainsi un acteur essentiel des politiques méditerranéennes de l'UE. Il est vrai que l'UE a proportion-

nellement peu investi dans l'économie égyptienne, compte tenu des dimensions du pays qui sont comparables à celles de la Turquie. Quoi qu'il en soit, les banques européennes lui ont octroyé de nombreux crédits. On estime que près de 35,6 % des crédits bancaires souscrits par l'Égypte sont français (soit 12,8 milliards d'euros), 21,6 % britanniques (7,8 milliards) et seulement 0,5 % espagnols.

Il semble que la révolution égyptienne, aux moments les plus critiques, faisait peur. Les banques couraient un risque, le secteur touristique était paralysé et les transactions s'étaient interrompues. L'on craignait l'interruption du trafic à travers le canal de Suez (seulement 8 % du trafic mondial, mais 70 % du trafic entre l'Asie et l'Europe et 25 % du trafic de pétrole). Pour la première fois depuis 2008, le prix du baril de pétrole dépassait la barrière symbolique des 100 dollars, pour le plus grand bonheur des spéculateurs. La panique commençait même à s'emparer des bourses.

Tout ceci nous semble excessif, quoique compréhensible, car les marchés n'aiment pas l'instabilité. Mais dans le cas de l'Égypte, nous n'assistons ni à une guerre régionale ni même à une guerre civile : il s'agissait d'une révolution populaire pour la démocratie. En Égypte, personne ne pensait fermer le canal de Suez, ni nationaliser les actifs étrangers. Et en aucun cas il ne s'est produit une situation de chaos généralisé, et encore moins une situation de banqueroute du pays.

## Un pays d'opportunités

Une fois la transition garantie, l'Égypte reprendra le chemin de la croissance et offrira de grandes opportunités d'investissement. En définitive, elle ne manque ni de talents ni de ressources. Ses jeunes sont de mieux en mieux formés, et ont pour seule aspiration de participer à la construction d'une économie ouverte et moderne. Hormis ses jeunes, le pays possède un grand espace encore peu exploré, un vaste marché de 85 millions de personnes (plus que la population des cinq pays du Maghreb réunis) et de nombreuses sources de revenus.

En premier lieu, les revenus du Nil, qui fertilise sa vallée, véritable nourrice de l'Égypte. Ce n'est pas un hasard si l'on dit que l'Égypte est un don du Nil, et même s'il est vrai que la vallée du Nil ne suffit plus à alimenter toute la population égyptienne, il y a d'autres sources de revenus qui compensent cette carence.

Le tourisme est l'une des principales ressources du pays, avec plus de 11 millions de visiteurs par an. Ses recettes représentent près de 10 % du PIB et il emploie 13 % de la population active, ce qui signifie qu'un Égyptien sur huit vit de ce secteur.

Les transferts de la part des Égyptiens émigrés rapportent au pays entre six et sept milliards d'euros. Les exportations d'hydrocarbures (pétrole et gaz) représentent environ 3,8 à quatre milliards par an. Les droits de passage par le canal de Suez oscillent entre 3,8 (2008) et 3,3 milliards d'euros (2010). Sans oublier l'aide arabe

(chiffres indéterminés), américaine (de 1,2 à 1,5 milliard d'euros) et les aides de l'UE (en moyenne, de 100 à 130 millions par an) et de ses États membres.

Il est vrai que les indices de pauvreté en Égypte sont élevés : officiellement, 18 % des Égyptiens vivent au-dessous du seuil de la pauvreté, et il est très probable que les calculs soient au-dessous de la réalité. Pourtant, le pays n'est pas pauvre : ces richesses ont été happées par un système rongé par la corruption, le népotisme et une bourgeoisie parasitaire. L'Égypte peut s'en sortir si elle est dirigée par un régime responsable, une administration transparente et une classe économique et entrepreneuriale soucieuse du bien du pays.

L'Occident ne doit donc pas craindre les changements qui sont en train de se produire. L'Occident a tout d'abord été gouverné par la pire politique : celle de la peur. La peur que l'Égypte ne tombe aux mains d'un islamisme fanatique, ne plonge dans le chaos ou ne devienne un État en faillite, possible sanctuaire d'Al Qaida. Ces fantômes ont constamment été agités par Israël : ce pays qui s'est toujours présenté comme « la seule démocratie du Moyen-Orient » demandait à l'Occident de venir en aide aux dictateurs arabes. Mais il est évident que les rapports paternalistes d'hier devront être remplacés demain par une relation plus égalitaire.

Les Frères musulmans, groupe le mieux implanté et organisé, joueront sans aucun doute un rôle important dans l'Égypte de demain, mais cessons l'alarmisme. Les jeunes égyptiens qui sont descendus dans la rue en masse pour proclamer leur désir de changement, réclamer la liberté et détrôner les dictateurs, n'accepteront jamais un régime dominé par des forces qui mettent fin à leur rêve. Ainsi, la révolution n'est pas le passage du « noir » des dictateurs au « vert » des islamistes, mais le passage d'une seule à plusieurs couleurs.

Les jeunes, et tous les Égyptiens en général, ont un grand défi à relever : être les gardiens de la transition, et lutter contre la pusillanimité. Ils devront exiger au Conseil supérieur des forces armées la levée de la loi d'urgence, des élections parlementaires et présidentielles transparentes (beaucoup d'analystes pensent que le délai accordé jusqu'au mois de septembre est insuffisant, parce qu'il est trop tôt pour présenter de nouvelles candidatures, ce qui favoriserait les forces les mieux organisées) ainsi que les réformes nécessaires pour la construction d'un pays libéré de la corruption, ouvert et inclusif. En ce sens, le 26 février, l'Assemblée constitutionnelle nommée par le Conseil supérieur des forces armées a présenté les réformes de six articles de la Constitution qui, entre autres, permettent la présentation de davantage de candidats aux élections présidentielles, tolère un maximum de deux mandats consécutifs et oblige le prochain Parlement à rédiger une nouvelle Constitution.

Les semaines et les mois à venir seront cruciaux pour l'Égypte, avec probablement des moments d'agitation, mais comme dit le proverbe égyptien : « Celui qui veut du miel doit avoir le courage d'affronter les abeilles ». ■